

15 mai 2009

Relations entre Cuba et les Etats-Unis :

Contre la Révolution Cubaine, c'est toutes tendances confondues.

Jacques-François BONALDI



A lire certaines analyses – même bien intentionnées, les moins nombreuses, certes – des relations entre la Révolution cubaine et l'Empire étasunien, on a l'impression que leurs auteurs font une fixation sur l'époque la plus immédiatement contemporaine, à savoir les huit années de George W. Bush (2001-2009). Attention ! Il ne faudrait quand même pas faire retomber toutes les fautes sur ce président, aussi pervers et exécrationnels qu'ils aient été, lui et son gang de mafieux et de tortionnaires par sous-fifres interposés, sinon on risque de s'interdire une vraie compréhension des rapports ayant TOUJOURS existé entre la Révolution cubaine et les administrations étasuniennes, toutes tendances confondues, depuis maintenant cinquante ans. La « marque de fabrique » de Bush, pour ainsi dire, c'est d'avoir exacerbé à l'extrême tous les facteurs ayant servi de soubassement à la politique obsessionnellement malade de Washington depuis 1959 envers son petit et plus proche voisin.

Pour ne prendre qu'un exemple très récent, l'inscription pour la nième fois de Cuba sur la liste du State Department épingleant les « pays parrainant le terrorisme » n'est pas une invention de Colin Powell ni de Condoleezza Rice, les deux secrétaires d'État de Bush. Ni sur les moult autres listes similaires. Ce genre de jeu remonte à bien avant. J'avoue avoir oublié qui les a inventées pour poser le gouvernement étasunien en juge de l'univers (l'Etat terroriste par excellence jugeant ses victimes !), mais là n'est pas l'important. Je tiens à rappeler que Clinton a régné lui aussi huit années à la Maison-Blanche (1993-2001), et que les relations avec La Havane, loin de s'améliorer, se sont dégradées, alors que, pourtant, l'« ennemi communiste » avait disparu, que l'avenir souriait de toutes ses dents au capitalisme triomphant (la fameuse « fin de l'Histoire »), que les tensions internationales étaient donc moindres et que la donne stratégique mondiale avait changé du tout au tout, devenant infiniment favorable aux ennemis des « forces de progrès », comme on disait quand il existait encore un mouvement communiste international digne de ce nom.

Trois ans à peine après son entrée à la Maison-Blanche (1996), Clinton signait la fameuse [Loi Helms-Burton](#), l'une des plus punitives et des plus extraterritoriales qui soient, concoctée et rédigée par la mafia terroriste cubano-américaine (FNCA, ou

[Fondation nationale cubano-américaine](#)) et par les avocats de [Bacardi](#), pour faire rendre gorge au trublion qui, six ans après l'effondrement du communisme est-européen, s'entêtait à croire qu'il pouvait exister de meilleurs lendemains hors du capitalisme.

Du néoconservateur Bush père au néolibéral Clinton, rien n'avait changé pour Cuba : les terroristes de Miami continuaient d'avoir les coudées franches pour agir, la mafia de Miami continuait de faire la loi et le droit en matière cubaine ; la [Loi d'ajustement cubain](#) continuait d'engloutir son lot de victimes dans le golfe de Mexique ; la [loi Torricelli](#), votée en 1992, continuait de sévir et d'empêcher, entre autres rétorsions, les filiales étrangères de sociétés étasuniennes de faire du commerce avec Cuba ; le département d'État maintenait intacte la manœuvre annuelle de ses prédécesseurs à la Commission des droits de l'homme de Genève pour y faire condamner Cuba. Etc., etc., etc., comme dirait Raúl et Fidel... La liste serait interminable. Bref, tout était à l'identique.

Ce n'est pas non plus Bush qui a inventé « l'après-Castro » avec sa fameuse « Commission présidentielle pour aider à libérer Cuba » (le vrai sens de son intitulé officiel : « [Commission présidentielle d'aide à Cuba libre](#)), son proconsul chargé de veiller à son implantation une fois les carottes cuites, et son énorme Rapport de 2004 qui détaille jusque dans ses moindres détails sur cinq cents pages ce que devra redevenir l'île que les médias ne pourraient plus qualifier – ouf ! – de « communiste » pour être réintégrée dans le giron de la civilisation politique judéo-chrétienne. Non, là encore, Bush n'a fait que pousser jusqu'à la caricature la plus ridicule et la plus cruelle la politique que Clinton (et ses prédécesseurs) avait mise en place avant lui. Car la loi Helms-Burton contenait non seulement un durcissement du blocus économique, commercial et financier en place depuis 1962, mais aussi une sorte de première mouture de ce que Cuba devait être après la chute du castrisme : le « rapport Clinton » de 1996 n'est pas aussi détaillé que le « Rapport Bush » de 2004 (avec sa version corrigée et révisée 2006), mais il partait des mêmes tenants et cherchait les mêmes aboutissants.

Sous Clinton tout comme sous Bush Jr., la mafia terroriste cubano-américaine de Miami continuait de faire la loi et de dicter la politique cubaine (ou plutôt « anticubaine ») de la Maison-Blanche. C'est justement à cause de cette latitude de manœuvre qu'elle s'arrangea pour, ainsi dire, « coincer » Clinton au tournant. Elle peaufina l'épisode des avionnettes de « [Hermanos al rescate](#) » (Frères à la rescousse) du 24 février 1996 – date historique choisie à dessein, puisque c'est ce jour-là de 1895 que reprenait la guerre d'Indépendance cubaine organisée par José Martí – pour pousser Clinton dans ses derniers retranchements, parce qu'elle s'était bien rendue compte que le bonhomme ne risquerait pas sa vie à défendre les derniers remparts de ses principes et qu'il lui serait assez facile de lui faire manger au râtelier de l'aile terroriste de Miami le picotin d'avoine dont il avait dit ne pas vouloir.

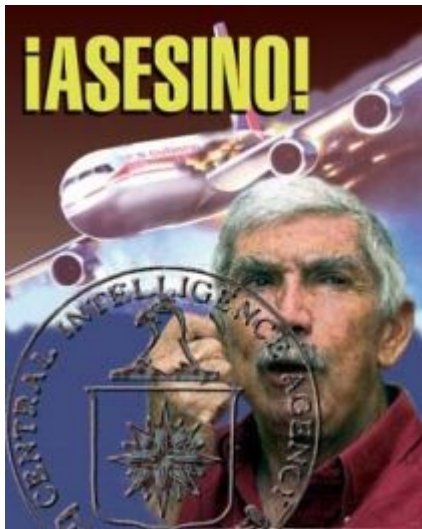
Son épouse d'alors et de maintenant et actuelle secrétaire d'État d'Obama vient d'ailleurs d'évoquer cet épisode, le 22 avril dernier, devant une sous-commission du Sénat : « Je me rappelle bien quand ces deux petits avions, désarmés, qui ne faisaient rien d'autre que de larguer des tracts, ont été abattus par le régime castriste. » La mémoire fortement sélective ou oublieuse d'Hillary Clinton prêterait à rire si les choses n'étaient pas si sérieuses : car le département d'Etat, la Maison-Blanche, les autorités pertinentes et les organes chargés de faire respecter la loi (comme on dit en anglais) étaient parfaitement au courant de la provocation absolument « annoncée » que Basulto, chef de Frères à la rescousse, préparait avec deux autres « petits avions désarmés » contre La Havane. Je ne vais pas retracer l'épisode. Toujours est-il que si l'administration Clinton n'avait pas été si tolérante envers les terroristes de Miami et avait interdit le décollage des trois Cessna (à usage militaire), d'autant que le « régime castriste » l'avait avertie, à bout de patience (ce n'était pas le premier vol, loin de là), des conséquences si la bande à Basulto survolait une nouvelle fois La Havane, les relations entre les deux pays auraient poursuivi sans plus leur mauvais train-train habituel.

La mafia de Miami n'attendait que ça : criant au crime, poussant des cris de putois, elle exerça de très fortes pressions sur l'administration et le beau Bill – sans trop rechigner, ma foi – signa la Loi Helms-Burton. Si violatrice du droit international que l'Union européenne (encore Communauté) fit semblant de prendre la mouche et de montrer les dents, menaça de présenter le cas devant le tribunal de l'OMC, puis y renonça après que Clinton lui passa la main dans le sens du poil et promis – juré craché – qu'il allait tout faire pour arranger les choses... Ce qu'il ne fit jamais, bien entendu. La Communauté européenne n'allait tout de même pas se fâcher avec la « Grande Démocratie », alliée et amie, pour un « régime communiste » qui refuse, qui plus est, de passer sous les fourches caudines... !

Et les choses empirèrent tant et la mafia terroriste de Miami avait à ce point les coudées franches que les infiltrations armées à Cuba reprirent et que [Posada Carriles](#) et les siens purent préparer « en toute quiétude » en 1997 leur campagne de sabotages et de plasticages contre les hôtels de La Havane.

Je rappelle (et j'ai bien plus de mémoire qu'Hillary Clinton) que ce n'est pas Bush, mais Clinton qui a fait arrêter, juger et condamner [les cinq Cubains infiltrés dans les groupes terroristes de Miami](#) justement pour les empêcher – puisque la police étasunienne ne le faisait pas – de poser des bombes et de causer de nouvelles victimes.

Une arrestation d'autant plus ignominieuse que Clinton était parfaitement au courant de tout et qu'il a agi avec, dirai-je, un manque de noblesse étonnant. Mais qu'attendre d'un politicien du sérail étasunien ? Je reprends donc brièvement les faits.



Les Cinq avaient informé les autorités cubaines que des groupes de la mafia terroriste de Miami – dont **Orlando Bosch**, gracié par Bush père, l'auteur intellectuel avec Posada Carriles du sabotage en plein vol, le 6 octobre 1976, d'un avion de passagers cubain (le premier attentat de ce genre dans le monde occidental ; bilan : 73 morts) – avaient décidé de saboter les avions – étasuniens, donc – qui assuraient les rares vols avec La Havane. L'affaire était si grave et les menaces si sérieuses que, dans le droit fil d'une politique dont la Révolution cubaine ne s'est jamais départie : pas de morts d'innocents, Fidel décida d'en avertir les autorités étasuniennes au plus haut

niveau : le président en personne. Il écrivit personnellement à Clinton pour le mettre au courant des faits et demanda à Gabriel García Márquez, qui devait justement se rendre à Washington pour être reçu à la Maison-Blanche, de tout faire pour remettre la lettre à son destinataire, sinon en mains propres, du moins aux meilleures mains possibles. García Márquez s'acquitta de sa mission le 6 mai 1998, remettant le message urgent de Fidel à l'un des proches conseillers de Clinton, lequel l'assura qu'il lui en parlerait. En fait, poussant l'élégance politique à un degré peu courant de nos jours, Fidel se ravisa et décida finalement, non d'écrire une lettre en bonne et due forme à Clinton mais de lui faire parvenir, pour ne pas le compromettre et le contraindre à une réponse, une sorte de mémorandum officieux. Le voici :

« RÉSUMÉ DE CE QUE J'AI DIT À GABRIEL GARCÍA MÁRQUEZ

« À TRANSMETTRE CONFIDENTIELLEMENT AU PRÉSIDENT CLINTON.

« Point 1 (textuel).

« Une question importante. Les plans d'actions terroristes contre Cuba se maintiennent : ils sont financés par la Fondation nationale cubano-américaine qui utilise des mercenaires centraméricains. Deux nouvelles tentatives de faire exploser des bombes dans nos installations touristiques ont déjà eu lieu avant et après la visite du pape. Dans le premier cas, les auteurs ont pu échapper et regagner l'Amérique centrale par avion sans avoir atteint leur objectif, et après avoir abandonné les moyens techniques et les explosifs qui ont été saisis. Dans le second cas, trois mercenaires ont été arrêtés, avec les explosifs et les autres moyens. Ils sont de nationalité guatémaltèque. Pour chaque bombe posée, ils toucheraient mille cinq cents dollars.

« Dans les deux cas, les mercenaires ont été engagés et équipés par des agents du réseau créé par la Fondation nationale cubano-américaine. Celle-ci prévoit maintenant – et agit dans ce sens – de poser des bombes à l'aller ou au retour dans des avions de ligne cubains ou dans des avions d'autres pays desservant Cuba à partir

de pays latino-américains. La méthode est similaire : poser le dispositif de petites dimensions à un endroit occulte de l'avion, un puissant explosif, un détonateur contrôlé par un chronomètre numérique pouvant être programmé jusqu'à quatre-vingt-dix-neuf heures à l'avance, les auteurs descendant normalement de l'avion à leur arrivée. L'explosion se produirait à terre ou en plein vol ensuite. Des agissements vraiment diaboliques : des mécanismes faciles à monter, des composantes quasiment impossibles à repérer, un entraînement minime, impunité quasi-totale. Extrêmement dangereux pour des lignes aériennes, des installations touristiques ou autres. Des instruments utilisables pour des crimes et des délits très graves. Si ces possibilités se divulguent et se finissent par être connues, ces méthodes peuvent se convertir en une épidémie, comme cela s'était passé autrefois dans le cas de détournements d'avions. D'autres groupes extrémistes d'origine cubaine vivant aux USA commencent à agir dans ce sens.

« Les organes de police et de renseignements des États-Unis possèdent assez d'informations dignes de foi sur les principaux responsables. S'ils le voulaient vraiment, ils pourraient avorter à temps cette nouvelle forme de terrorisme. Il est impossible de la freiner si les États-Unis ne remplissent pas leur devoir élémentaire de la combattre. On ne peut en laisser la responsabilité qu'à Cuba seule. N'importe quel autre pays du monde pourrait très bientôt être victime de ces actes. »

Clinton semble s'alarmer assez pour que des contacts secrets s'engagent deux jours après entre les deux gouvernements et pour qu'une délégation du FBI – Washington ayant demandé des preuves des allégations de Fidel – arrive finalement à La Havane le 15 juin 1998 (un petit mois plus tard, donc) pour s'entretenir de l'affaire avec les autorités cubaines compétentes. Qui continuent de prendre l'affaire si au sérieux (ce n'est pas pour rien qu'elles travaillent depuis alors quarante ans à déjouer les actes terroristes peaufinés à l'étranger) qu'elles remettent au FBI un épais dossier contenant les faits et gestes, les noms et coordonnées, des terroristes ayant quasiment pignon sur rue à Miami. Une bonne partie de ces données provient des renseignements fournis par les Cinq :

15 juin 1998. La délégation du FBI arrive à La Havane pour soutenir des contacts avec les autorités cubaines.

16-17 juin 1998. Plusieurs réunions à La Havane entre experts cubains et fonctionnaires du FBI sur la question des plans d'attentats terroristes. La délégation du FBI reçoit une abondante information documentaire et testimoniale. Celle-ci comprend 64 folios fournissant des éléments d'enquêtes sur trente et un actes et plans terroristes contre Cuba de 1990 à 1998. La Fondation nationale cubano-américaine, impliquée dans la plupart de ces actions, a organisé et financé les plus dangereuses, en particulier celles commises par la structure terroriste que Luis Posada Carriles dirige en Amérique centrale. Les documents remis incluent aussi des listes détaillées et des photographies des armements, des explosifs et des moyens saisis à chaque opération. 51 folios contenant des informations sur l'argent apporté

par la FNCA à différents groupes terroristes pour qu'ils puissent réaliser des actions contre Cuba ; ainsi que les enregistrements de quatorze conversations téléphoniques de Luis Posada Carriles au cours desquelles celui-ci informe d'actions terroristes contre Cuba ; des informations permettant de localiser Posada Carriles, telles que les adresses de ses lieux de résidence, des endroits qu'ils fréquentent, les caractéristiques de ses voitures et leurs plaques d'immatriculation en El Salvador, au Honduras, au Costa Rica, en République dominicaine, au Guatemala et au Panama ; ainsi que les transcriptions de huit conversations de terroristes arrêtés à Cuba dans lesquelles ils révèlent leurs liens avec Posada Carriles.

Les fonctionnaires du FBI ont aussi reçu 60 folios contenant les fiches de quarante terroristes d'origine cubaine, dont la plupart vivent à Miami, y compris des renseignements concernant leurs coordonnées. Ils ont aussi emporté trois échantillons, de deux grammes chacun, de substances explosives utilisées dans les bombes désamorçées avant leur explosion à l'hôtel *Meliá Cohíba* le 30 avril 1997 et dans un microbus de tourisme le 19 octobre 1997, ainsi que de l'engin explosif saisi sur deux terroristes guatémaltèques le 4 mars 1998.

Ils ont aussi reçu cinq cassettes vidéo et huit cassettes audio contenant les déclarations des terroristes centraméricains arrêtés pour avoir posé des bombes dans les hôtels : ils y révèlent leurs liens avec des organisations terroristes cubaines opérant aux USA, et en particulier avec Luis Posada Carriles.

Les choses semblent donc sur bonne voie. Mises au courant de ces plans terroristes, avec bonnes et dues preuves à l'appui comme elles les réclamaient, les autorités étasuniennes qui se disent vivement inquiètes vont prendre les mesures pertinentes pour y couper court. Une fois de plus, la Révolution cubaine a joué cartes sur table, a même pris de gros risques face à l'ennemi juré au nom du meilleur bien des deux populations.

Mais là encore, entre une Révolution dont les principes politiques et éthiques ne sont pas lettres mortes comme toute son histoire le prouve, et un Empire qui, comme chacun sait et comme le démontre à nouveau l'Histoire, n'a pas d'amis, seulement des intérêts, il y a un fossé que rien ne peut combler. On sait la suite. Ou plutôt on devrait la savoir si les médias transnationaux « politiquement corrects » n'avaient imposé le black-out le plus rigoureux et le plus prolongé qui soit sur cette affaire depuis maintenant plus de dix ans.

Trois mois après cette remise de documentation, le 12 septembre 1998, alors que les autorités cubaines s'étonnent de ne plus avoir reçu que des nouvelles anodines, le FBI agit enfin et opère un coup de filet, arrêtant..., non les criminels qui ont provoqué censément les craintes de la Maison-Blanche, mais les cinq Cubains infiltrés dont les renseignements ont permis de déjouer plusieurs actes de terrorisme !! Que s'est-il passé ? Je laisse la parole à Fidel :

« Les autorités étasuniennes n'ont pas arrêté un seul terroriste nulle part ! Elles arrêtent les compañeros qui avaient fourni l'information. Je dois dire que nous ne leur avons fourni aucune piste permettant d'identifier ces sources. Toujours est-il qu'elles avaient pu constater qu'il s'agissait de renseignements sérieux et dignes de foi, que nos dénonciations étaient parfaitement fondées, exactes. Bien entendu, ce n'était pas les seules, mais c'étaient les sources essentielles. L'un de nos compañeros avait pour mission de suivre les activités d'Orlando Bosch, rien moins que ce terroriste qu'on a gracié aux USA malgré ses crimes monstrueux.

« Que s'était-il vraiment passé ? La direction de la mafia terroriste de Miami, qui avait eu vent des contacts et des échanges engagés entre les autorités cubaines et étasuniennes au sujet des actes de terreur brutale commis impunément contre notre pays, a jeté toutes ses forces et toutes ses influences – et on sait qu'elle en a – dans la bataille pour empêcher coûte que coûte toute avancée sur ce terrain.

« Qui a été l'un des principaux responsables de cette rupture des contacts entre les deux autorités ? Héctor Pesquera, alors chef du FBI à Miami. Ce fonctionnaire avait occupé le même poste à Porto Rico au moment même où le commando organisé directement par l'aile paramilitaire de la Fondation nationale cubano-américaine avait été capturé aux abords de cette île par les garde-côtes qui avaient saisi le yacht et ses armes. Tout le monde sait qu'elle était l'objectif de ce commando : commettre un attentat contre moi sur l'île Margarita, au cours d'une réunion internationale où j'étais présent.

« Et Pesquera, qui fait partie de la mafia, a joué un rôle essentiel pour obtenir l'impunité totale de ce groupe terroriste.

« On sait qu'aux instances les plus élevées du FBI, il existait une certaine résistance à l'idée de rompre les échanges avec Cuba, mais le pouvoir et l'influence politique des leaders de la mafia l'emportèrent. Oui, ils étaient plus puissants à Miami que le président des États-Unis en personne et que le Conseil de sécurité nationale, ça saute aux yeux !

Tout se passe, je le rappelle, sous l'égide du beau et transparent William Jefferson Clinton, pas du sinistre (sous ses dehors d'honnête Ducon-Lajoie) George Walker Bush, le menteur, le défenseur de la torture et des prisons secrètes...

On (ne) sait (pas) la suite : les cinq militants antiterroristes cubains sont jetés en prison (en cellule solitaire, le « trou », pendant dix-sept mois, au déni de tous les règlements carcéraux), soumis à un procès absolument inique et truqué (à Miami même, le pire endroit où ils auraient pu être jugés) de la part d'un procureur et d'une juge qui violent une foule de procédures légales, tandis que la mafia et ses journaux ne cessent de mener des campagnes diffamatoires contre les cinq, de s'acoquiner avec les jurés et les magistrats...

Incapable de prouver son accusation d' « espionnage », les Cinq n'ayant jamais cherché à s'emparer du moindre document secret mettant en danger la sécurité des USA, le procureur invente alors, plusieurs mois après l'ouverture du procès, de faire intervenir un nouveau chef d'accusation : le cas des avions abattus, pour y impliquer un des accusés dans un cas d' « association de malfaiteurs pour commettre un assassinat » :

Les chefs d'accusation les plus graves : espionnage au profit de Cuba et assassinat en rapport avec le crash de deux avionnettes en eaux cubaines ne visèrent pas de crimes vraiment commis, mais furent présentés comme « concert frauduleux », ce qui permettait au procureur de n'avoir pas à prouver leur réalité, les autres charges concernant des délits mineurs ayant à voir avec les précédents.

L'accusation portée contre **Gerardo Hernández** : « concert frauduleux pour commettre un homicide volontaire » est sans précédent dans les annales de la jurisprudence étasunienne. Devenue le point focal du procès, elle concernait le fait que deux petits avions appartenant à l'organisation de Miami Hermanos al rescate (« Frères à la rescousse ») avaient été abattus le 24 février 1996 par des appareils de l'armée de l'air cubaine quand leurs pilotes s'entêtaient à vouloir continuer de violer l'espace aérien cubain, le groupe étant conduit par José Basulto, vivant à Miami et ancien de la Brigade mercenaire ayant réalisé l'invasion de la baie des Cochons. Or, les cinq accusés se trouvaient alors à Miami et n'eurent rien à voir avec la transmission ou l'exécution de l'ordre donné d'abattre les avions après que ceux-ci eurent sciemment ignoré les avertissements qui leur avaient été faits de ne pas pénétrer dans l'espace aérien de Cuba.

Les Cinq sont condamnés, au terme du plus long procès de la jurisprudence étasunienne (du 6 décembre 2000 au 8 juin 2001), à des peines exorbitantes au regard des accusations : Gerardo Hernández Nordelo, à deux peines de réclusion à perpétuité plus 15 ans de privation de liberté ; Ramón Labañino Salazar à une peine de réclusion à perpétuité plus 18 ans de privation de liberté ; Antonio Guerrero Rodríguez, à une peine de réclusion à perpétuité plus 10 ans de privation de liberté ; Fernando González Llort à un emprisonnement de 19 ans et René González Schwerert à un emprisonnement de 15 ans.

Les Cinq sont incarcérés depuis maintenant dix ans, sans que leur situation ait « intéressé » les médias transnationaux qui continuent de faire silence sur un cas d'injustice foncière : quand le moindre supplétif anticubain dans l'île est jugé et condamné pour travailler à la solde d'une puissance ennemie (ce qu'on appelait en France les « collabos » dont on sait le sort qui leur a été fait), aussitôt les rotatives se mettent en branle et inondent le monde de protestations. Un silence d'autant plus étonnant qu'il y a de tout dans cet imbroglio judiciaire des Cinq (outre, à supposer que cela intéresse la grande presse, la bouleversante qualité humaine des condamnés, dont témoignent les plaidoiries qu'ils ont présentées avant que ne tombe le verdict) pour intéresser le grand public, depuis le prétendu espionnage jusqu'à des

« premières » en matière de jurisprudence. Ainsi, qu'une juge écrive en toutes lettres dans son verdict :

« En tant que condition spéciale supplémentaire à la liberté surveillée, il est interdit à l'accusé de s'associer ou de rendre visite à des lieux connus pour être habités ou fréquentés par des individus ou des groupes tels que terroristes, membres d'organisation prônant la violence ou figures d'association des malfaiteurs. »

Transcription du verdict de la juge Joan A. Lenard 14/12/01 (pp. 42-43 et 45-46)

Aurait soulevé un tollé général s'il avait été le fait, par exemple, d'un gouvernement du barbare Tiers-monde ! Cette « justice » qui protège les terroristes du mal que pourrait leur causer un antiterroriste est tout de même assez renversante et inquiétante pour attirer l'attention des médias, qui, là encore, ont pourtant fait le silence total.

Autre élément fort digne d'intérêt dans ce procès : de nouveau, pour la première fois dans l'histoire de la justice aux USA, un procureur interjette appel contre la décision prise le 9 août 2005 par la troïka de la cour d'appel d'Atlanta selon laquelle le procès de Miami était entaché de trop d'illégalités et d'irrégularités pour que son verdict soit valide et avait demandé l'annulation des condamnations et l'ouverture d'un nouveau procès, au nom du droit des accusés d'être jugés impartialement dans un climat non hostile et à bénéficier d'un procès juste, exactement dans la ligne de l'Avis consultatif du Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire qui était arrivé à la même conclusion le 27 mai 2005. Voici les arguments essentiels de la troïka (le document circonstancié fait quasiment soixante-dix pages) :

- « La tempête littéralement provoquée par la houle des sentiments dominants d'une communauté [celle de Miami] et la vaste publicité faite au procès avant et pendant, combinées aux indications inappropriées du parquet, implique la nécessité d'un nouveau procès. »

- « Les preuves présentées [devant le tribunal de Miami] pour soutenir les motions de changement de juridiction [soumises par la défense] étaient massives. »

- « Constituer un jury [impartial] dans cette communauté [de Miami] était une probabilité irraisonnable à cause des préjugés qui y existent... de sorte qu'un changement de juridiction s'imposait. »

- Les nouvelles preuves sur lesquelles la défense s'est fondée pour présenter en novembre 2002 sa motion de juridiction « étaient d'une nature telle qu'un nouveau procès provoquerait raisonnablement un nouveau résultat ».

Mais nous étions, là oui, sous Bush, dont l'administration exerça les pressions que l'on sait et suppose, en faisant intervenir directement l'Attorney General, pour que la

cour d'appel d'Atlanta accepte, à la totalité de ses membres, de réviser la décision de sa troïka, une position absolument sans précédent dans l'histoire de la « justice » étasunienne où la décision d'une troïka n'est jamais remise en cause. Et que croyez-vous qu'il arriva ? La cour d'appel d'Atlanta au complet annula bien entendu la décision de sa troïka... Car il s'agissait d'un procès politique, et ô combien, et il était hors de question que les Cinq puissent s'en sortir si facilement. Je me demande : les lecteurs du monde entier ne mériteraient-ils pas de suivre ce triste épisode d'un peu plus près si les médias transnationaux à la botte des puissants leur en laissaient le loisir ?

D'autant que le procès politique des Cinq continue d'engendrer des « inédits » : ainsi, de nouveau pour la première fois dans l'histoire de la justice étasunienne, un total de douze documents d' « amicus curiae » ont été présentés, le 6 mars dernier, devant la Cour suprême des États-Unis afin de soutenir la demande par laquelle, le 30 janvier, les avocats des Cinq ont demandé le réexamen du cas (le fond du problème continuant d'être qu'aux termes de la loi étasunienne, jamais les Cinq n'auraient dû être jugés à Miami). Jamais une pétition de ce genre n'avait été appuyée par tant de personnes naturelles et morales. Et non des moindres ! Entre autres, 10 Prix Nobel, dont José Ramos Horta, le président de Timor-Leste, Adolfo Pérez Esquivel, Rigoberta Menchu, José Saramago, Wole Soyinka, Zhores Alferov, Nadine Gordimer, Günter Grass, Dario Fo et Mairead Maguire ; le Sénat mexicain en sa totalité ; l'Assemblée nationale du Panama ; Mary Robinson, ancienne présidente d'Irlande (1992-1997) et Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (1997-2002). Plus 75 eurodéputés ; 85 députés mexicains ; 87 membres de la Chambre des communes britannique ; 9 sénateurs et 33 députés irlandais ; 17 parlementaires écossais ; 17 sénateurs et 138 députés brésiliens ; 4 sénateurs et 8 députés chiliens ; 4 représentants, 1 sénateur et 1 ancien sénateur belges ; 7 parlementaires allemands ; 7 parlementaires japonais. Plus l'Association internationale des avocats démocrates et l'Association américain des juristes ; la Fédération ibéro-américaine des Ombudsmen ; la Fédération internationale des droits de l'homme ; le Barreau brésilien.

Plus différentes organisations des USA :

- Center for International Policy and the Council on Hemispheric Affairs ;
- Civil Rights Clinic at Howard University School of Law ;
- Cuban-American Scholars : Professors Nelson P. Valdés, Guillermo Grenier, Félix Masud- Piloto, José A. Cobas, Lourdes Arguelles, Rubén G. Rumbaut, Louis Pérez
- Florida Association of Criminal Defense Lawyers, Miami Chapter
- National Association of Criminal Defense Lawyers ;
- National Jury Project ;
- National Lawyers Guild and National Conference of Black Lawyers ;
- William C. Velasquez Institute and Mexican American Political Association.

Plus 14 professeurs de droit et 18 avocats britanniques ; Federico Mayor Zaragoza, ancien directeur général de l'Unesco ; en Espagne : 6 organisations légales et des droits de l'homme, 6 professeurs de droit, 94 avocats ; en Belgique, l'Association des avocats flamands et celle des avocats francophones et germanophones ; en Allemagne, le barreau berlinois ; la Ligue des droits de l'homme et l'Association des avocats de la défense de Berlin ; et d'autres noms et organisations au Mexique, en Argentine, au Portugal, au Japon, au Chili (dont le juge Juan Guzmán Tapia , le premier magistrat à avoir instruit un procès contre Pinochet) ; en Équateur, en Colombie, au Panama. Bref, la liste est énorme et de poids. Et pourtant, les médias transnationaux, comme un seul homme, ont fait de nouveau le black-out, malgré l'intervention de gens du Premier Monde qui sont par définition, on le sait, toujours plus sérieux et plus crédibles que ceux du Tiers-monde...

Tiens, il y aurait là encore une bonne occasion pour Barack Obama de faire un petit geste peu coûteux : à défaut de gracier les Cinq, exercer des pressions pour que la Cour suprême accepte de réviser leur cas puisque cette noble institution ne le fait que dans 2 p. 100 des affaires qui lui sont soumises. Et qu'on ne vienne pas me parler de l'indépendance du pouvoir judiciaire, parce que personne ne croit à cette sornette après avoir vu comment l'administration Bush a contraint la cour d'appel d'Atlanta à réviser la décision de sa troïka puis à l'annuler purement et simplement... Il lui reste d'ailleurs peu de temps puisque la Cour suprême doit se prononcer en principe avant ses vacances de juin.



Je rappelle aussi que c'est encore sous le règne de Bill Clinton que s'est déroulé l'épisode du petit [Elián González](#), un Cubain de cinq ans séquestré par une partie de sa famille à Miami après que sa mère fut décédée dans un naufrage au cours d'une traversée illégale à travers le détroit de la Floride. Une situation qui, en toutes autres circonstances, aurait été réglée dans les meilleurs délais par un gouvernement et sa justice – le père légitimer vivant à Cuba réclamant le retour de l'enfant que sa mère, alors divorcée, avait fait partir avec elle sans son consentement – mit sept mois (autant que le procès des Cinq), du 25 novembre 1999 (date du naufrage) au 28 juin 2000 (retour d'Elián à La Havane) à trouver un dénouement, tout simplement parce qu'il s'agissait de Cuba et que rien ne peut être fait en ce cas dans les règles ni la loi aux USA.

Là oui, la Cour suprême dut intervenir ! Et si cet enlèvement d'enfant s'éternisa ainsi, c'est que parce que l'Attorney General de Clinton, Janet Reno, craignait – et son administration avec elle – de se mettre à dos la mafia terroriste cubano-américaine de Miami, qui avait littéralement séquestré de force le gosse et en faisait un instrument de chantage pour obtenir la victoire sur leurs ennemis jurés, la Révolution cubaine et « Castro », et que les atermoiements des autorités politiques et juridiques, bref, de l'administration en soi, ne cessaient d'enhardir au point que Janet Reno dut finalement monter une véritable opération de police, armes au poing, pour arracher l'enfant à ses kidnappeurs. Et je suis convaincu que si le peuple cubain, conduit par la

direction révolutionnaire, ne s'était pas mobilisé comme un seul homme d'un bout à l'autre de l'île (avec, entre autres, des marches de plus d'un million d'Havanais devant la Section des intérêts des États-Unis) et mené un campagne qui dura autant que le kidnapping d'Elián, celui-ci n'aurait jamais été rendu à son père, parce que dans le fond, Janet Reno et les autres étaient persuadés qu'il valait mieux pour lui vivre dans une famille éloignée dans le fameux « pays libre » que se croient les États-Unis, qu'auprès de son père en « régime communiste ». Elle a d'ailleurs fini par l'avouer.

Je n'ai évoqué ces deux événements (il en est d'autres, et je m'en tiens à la seule administration Clinton) que pour rappeler que Bush fils n'a été que l'un des onze présidents (Obama compris) à avoir mené peu ou prou la même politique face à la Révolution cubaine avec pour seul objectif : la liquider.



En fait, là où je veux en venir, c'est à cette conclusion : quand on dresse le bilan de cinquante ans de relations « à torchon brûlé » entre la Révolution cubaine et la superpuissance aux capacités incommensurablement supérieures aux siennes, qui n'a lésiné sur aucun moyen (dont l'assassinat pur et simple) pour en venir à bout, on se dit – outre le démenti que cette résistance incroyable apporte à ceux qui y voient le résultat de la volonté entêtée d'un sinistre dictateur, et non de celle de tout un peuple dont elle a changé la vie y qui y tient – qu'Obama est bien mal renseigné personnellement et aussi bien mal conseillé s'il croit s'en tirer à si bon compte (la pirouette de l'annulation des nouvelles restrictions que Bush avait superposées aux anciennes) vis-à-vis du peuple que ses prédécesseurs ont traité de la pire manière et dont le contentieux historique avec les USA remonte à plus de deux siècles ! Si la Révolution cubaine s'était laissée prendre, fût-ce un instant dans son histoire, au miroir aux alouettes que lui tendait son voisin, il y a belle lurette qu'on n'en parlerait plus qu'au passé.

A ce jour, Obama a agi comme ce que sont généralement, en fin de compte, les présidents étasuniens : des politiciens à raisonnements électoraux. Aurait-il beau être les maîtres de l'Empire dont le moindre éternuement a des répercussions sur toute la planète, ils fonctionnent la plupart du temps, non comme des gens qui seraient soi-disant investis d'une mission mondiale, mais selon ce qu'ils supposent que seront les actions et réactions de leurs électeurs. J'ai d'ailleurs été sidéré de retrouver cette même approche « électorale » dans la conférence de presse qu'Obama a donné à la fin du Sommet du G-20 à Londres ou de celui de l'OTAN à Prague (je ne me rappelle plus exactement) : à une question d'un journaliste sur je ne sais plus quel point, il répond en gros qu'il doit tenir compte de ses électeurs ! Que le président de la superpuissance qui vient d'obliger – sans trop de mal, apparemment – les plus importantes économies à donner de nouveau carte blanche aux USA pour réparer leurs propres dégâts et à leur reconduire tous les privilèges de Bretton Woods

continue de penser à « ses » électeurs, et non aux intérêts du monde que les agissements des capitalistes néolibéraux et du système en soi ont entraîné au bord du gouffre en dit long, et mieux qu'une analyse fouillée, sur le manque d'envergure politique des « élèves du sérail » étasunien !

Je retrouve ces mêmes relents électoralistes dans le geste d'Obama juste avant le Sommet des Amériques : en bon politicien, il savait qu'il ne pouvait arriver les mains vides et il a fait comme font tous les politiciens : s'abriter derrière des promesses, tendre une sucette. Vis-à-vis de Cuba, la levée des sanctions bushiennes ; vis-à-vis de l'Amérique latine et des Caraïbes, un discours creux ; sur le fond, rien de nouveau (il suffit de lire la rhétorique éculée de la Déclaration finale, surtout quand on la compare avec celle du Sommet extraordinaire de l'ALBA...).

Là aussi, il pense s'en être tiré à bon compte, comme si les poignées de main et les sourires colgatés pouvaient balayer le contentieux historique ô combien sanglant de l'Empire envers son arrière-cour.

En fait, je me demande : Obama va-t-il continuer de « penser à ses électeurs », ou va-t-il enfin se décider à endosser une bonne fois pour toutes le costume dont il nous a dit pendant des mois de campagne assortie de toutes sortes de promesses qu'il ne se trouvait pas dans les vieilles penderies de la Maison-Blanche et qu'il allait se faire tailler sur mesure ?

Pour l'instant, en politique étrangère, par exemple, les choses n'ont guère changé, que ce soit en Iraq, en Afghanistan : la force prime le droit, les toges continuent de céder devant les armes ; Israël reste indéfectiblement l'allié et le protégé essentiels. Malgré la rhétorique du dialogue, la Maison-Blanche continue de menacer, de massacrer des civils au nom de la lutte mondiale contre le terrorisme (cf. la centaine de morts sous les bombes de ses avions en Afghanistan). Comme si Bush avait fait des disciples !

Par ailleurs, en bon politicien, Obama continue de dire tout et son contraire et de se dé-mentir : après avoir promis de punir les tortionnaires, il décide de ne plus le faire ; après avoir promis de montrer les photos de torturés, il vient d'y renoncer ; il continuera de juger par les mêmes procédures légales que Bush les « non-accusés » de Guantánamo...

Et il attend en plus des gestes de la Révolution cubaine ! Celle-ci ne s'est pas fait prier pour lui dire qu'en tant qu'agressée, elle n'avait absolument aucun geste à faire, que c'était au tortionnaire d'arrêter de sévir sur le torturé, et non au torturé d'arrêter de crier sous la douleur.

Il faudra donc qu'Obama marche tout seul à la rencontre du peuple que ses prédécesseurs n'ont cessé d'agresser s'il veut, comme il paraît le prétendre, rabibochoer un tant soit peu les choses entre les deux pays.

Qu'il commence, par exemple – et c'est tout bête, tout simple, ça ne lui coûterait rien là non plus, à l'instar de la levée des restrictions bushiennes – par « changer » le chef de la Section des intérêts. Ça, oui, ce serait un bon « change », selon le mot que nous l'avons entendu ressasser tout au long de sa campagne. Car, comment peut-il prétendre mener une nouvelle politique envers la Révolution cubaine en conservant le même personnel, chef y compris, nommé par Bush pour mener la guerre contre Cuba à la tête de la représentation étasunienne à La Havane, convertie en huit ans, selon l'heureuse formule de Fidel, en « quartier général » ou « poste de commandement » de la contre-révolution dans l'île ? Mais Obama, pensant en termes électoraux, autrement dit soucieux de ratisser long dans le parti unique à deux volets qui règne aux États-Unis depuis au moins un siècle, et non en chef de gouvernement à retombées mondiales, n'en est pas à une contradiction près : n'a-t-il pas maintenu le secrétaire à la Guerre (secrétaire à la Défense est vraiment un euphémisme que j'ai du mal à avaler...) de Bush pour suivre une politique censément différente en Iraq et surtout en Afghanistan ?

Bref, le mal essentiel de l'Empire est, sauf rarissimes exceptions, de n'avoir pas pour le diriger d'hommes politiques à la hauteur de ses ambitions ni à celle des attentes du reste du monde ; par « reste du monde », j'entends, non les élites, mais les peuples et les petites gens broyés par des problèmes que justement les « élites des sérails » sont incapables de régler. Avoir des ambitions planétaires est une chose ; en être capable en est une autre. Pour l'instant, malgré le battage « non stop » que les médias transnationaux orchestrent en sa faveur, Obama n'a rien fait qui prouve qu'il soit en mesure de se colleter avec les gravissimes problèmes mondiaux que chacun connaît et dans lesquels son pays a une très grosse part de responsabilité.

Il serait toutefois injuste que je le lui reproche : après tout, il n'a pas été élu au poste qu'il occupe pour régler les problèmes vitaux du monde, mais pour défendre les intérêts de l'Empire. Et, l'Histoire le dit, ce sont là deux choix foncièrement incompatibles.

Juste deux petites réflexions avant de conclure. La première sur un fait tout récent : une procureure de Virginie – le gouvernement, donc – vient de retirer toutes ses accusations contre deux espions qui s'étaient emparés de documents du Pentagone entre avril 1999 et août 2004 et dont l'un, passé aux aveux, avait été condamné en 2006 à plus de douze ans de prison, mais se trouvait pourtant à ce jour en libération conditionnelle. Les accusations ont été retirées, parce que, selon cette procureure, « le gouvernement doutait de pouvoir remporter le cas ». Décidément, on délivre une drôle de justice aux États-Unis : une juge protège des terroristes avérés de l'action éventuelle d'un antiterroriste ; et maintenant, la justice n'accuse plus que si elle est sûre de gagner... Ah, j'allais oublier : les deux espions travaillaient pour... Israël. Comparez maintenant avec la situation des Cinq, qui ne faisaient pas d'espionnage et dont le procureur n'a rien pu prouver à ce sujet, mais qui défendaient leurs concitoyens d'actes terroristes : ils moisissent en prison depuis plus de dix ans. Ils travaillaient, eux, il est vrai, pour... Cuba, Sans commentaires.

Quand, le 19 mai 2005, j'ai dû traduire [l'intervention dans laquelle Fidel révélait au monde](#), le lendemain, sur la place publique, ses tentatives pour alerter Clinton, j'ai pensé qu'elle allait avoir une grande répercussion médiatique à double titre du fait des documents déclassifiés hors normes qu'elle contenait : le « memo » de Fidel à Clinton et surtout le rapport de García Márquez. Fichtre, me suis-je dit, un inédit de Gabo, surtout dans un tel rôle, ça va faire du bruit, d'autant qu'il n'écrit plus tellement... Naïf que j'étais. Là encore, le rideau du silence des médias bien pensants s'est abattu. C'est sans doute – j'en mettrai ma main au feu – le texte de l'auteur de *Cent ans de solitude* qui a connu le moins de répercussion...

Un autre tout petit geste que pourrait faire Obama, à défaut de gracier les Cinq : ordonner à son département d'Etat de délivrer un visa d'entrée à Olga Salanueva (femme de René González) et à Adriana Pérez (femme de Gerardo Hernández) qui le réclament en vain depuis dix longues années durant lesquels les deux couples n'ont jamais pu se réunir !! N'allez pas croire que les tortures étasuniennes sont toutes dans le style d'Abou Ghraïb ou de Guantánamo... Le 2 avril dernier, ces deux femmes ont présenté à la Section des intérêts des Etats-Unis à La Havane une lettre adressée à Obama et les lettres envoyées à Hillary Clinton par 170 personnalités de 27 pays faisant partie du Comité international pour la liberté des Cinq, pour demander la délivrance de visas humanitaires. Aujourd'hui, 14 mai 2009, soit presque un mois et demi plus tard, aucun signe n'est venu de la Maison-Blanche ou de son département d'Etat.

Pour le moment, Barack Obama ne dépare pas la collection du « toutes tendances confondues »...

Jacques-François BONALDI
La Havane

Renvoi bibliographique :

On trouvera l'allocution de Fidel du 20 mai 2005 (contenant son mémo à Clinton et le rapport de Gabriel García Márquez) à l'adresse suivante :

<http://www.cuba.cu/gobierno/discursos/2005/fra/f200505f.html>

Les Cinq et leur douloureuse histoire n'ont jamais intéressé les médias français depuis dix ans, ce qui explique l'ignorance du public hexagonal. Seul, *Le Monde diplomatique* a brisé ce mur en publiant en novembre 2005, l'article de l'avocat étasunien Léonard Weinglass, défenseur d'un des Cinq : « *Détruire les Etats-Unis ? L'histoire singulière de Cinq Cubains* ».

Cuba a publié à l'occasion du Sommet des pays non alignés (septembre 2006) un dossier contenant

1. DÉTRUIRE LES ÉTATS-UNIS ? L'HISTOIRE SINGULIÈRE DE CINQ CUBAINS, article de l'avocat Leonard Weinglass publié par *Le Monde diplomatique*, novembre 2005.
2. Avis du Groupe de travail sur la détention arbitraire, rattaché à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, 27 mai 2005.
3. Résumé de la décision de la Cour d'appel du 11e circuit à Atlanta, 9 août 2005.
4. Lettre d'*Amnesty International* au département d'État des États-Unis, 11 janvier 2006.
5. Lettre adressée au Secrétaire général des Nations Unies sur la délivrance de visas aux proches des Cinq, distribuée comme document officiel de l'Assemblée générale, 15 mars 2005.
6. Lettre ouverte à l'*Attorney General* des États-Unis.
7. Analyse du procès contre les cinq Cubains.

Ci-dessous, la conclusion de l'*Avis 19/2005* du Groupe de travail sur la détention arbitraire, rattaché à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, 27 mai 2005 :

28. Au vu des informations reçues, le Groupe de travail formule les observations ci-après :

- a) À la suite de leur arrestation, et en dépit du fait qu'ils avaient été informés de leur droit de garder le silence et de leur droit à l'assistance d'un avocat commis par le Gouvernement [des États-Unis], les intéressés ont été détenus au secret pendant 17 mois, pendant lesquels la possibilité de contacter leurs avocats et d'avoir accès aux moyens de preuve et, partant, d'organiser leur défense a été réduite ;
- b) L'affaire étant considérée comme une affaire de sécurité nationale, l'accès des détenus aux documents qui contenaient des moyens de preuve a été entravé. Le Gouvernement n'a pas contesté que ce fait avait eu un impact considérable sur l'accès des avocats de la défense aux moyens de preuve et, par conséquent, sur leur capacité de produire des preuves contraires. Ainsi qu'il ressort des informations à la disposition du Groupe de travail, cette application particulière des dispositions de la CIPA [Classified Information Procedures Act] a en outre créé un déséquilibre entre la partie poursuivante et la défense ;
- c) Le jury a été constitué à l'issue d'une procédure d'examen au cours de laquelle les avocats de la défense ont eu la possibilité, dont ils se sont prévalus, de récuser certains jurés potentiels et ont fait en sorte qu'aucun représentant de la communauté

cubano-américaine ne fasse partie du jury. Néanmoins, le Gouvernement n'a pas nié que, même ainsi, le climat empreint de préjugés et d'hostilité à l'égard des accusés qui prévalait à Miami a persisté et a contribué à faire accréditer d'emblée la thèse de la culpabilité de ces derniers. Le Gouvernement n'a pas non plus nié qu'un an plus tard, il avait reconnu que Miami n'était pas un lieu approprié pour un procès concernant une affaire ayant un lien avec Cuba car il s'y avérait quasi impossible de constituer un jury impartial.

29. Le Groupe de travail relève que les faits et les circonstances dans lesquelles le procès a eu lieu ainsi que la nature des accusations portées contre les prévenus et les lourdes peines qui leur ont été infligées montrent que le procès ne s'est pas déroulé dans l'atmosphère d'objectivité et d'impartialité requise par l'obligation de respecter les normes d'un procès équitable définies dans l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel les États-Unis d'Amérique sont partie.

30. Compte tenu des lourdes peines infligées en l'espèce, pareil déséquilibre est incompatible avec les normes de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui prévoit que toute personne accusée d'une infraction pénale a le droit, en toute égalité, de disposer des facilités nécessaires à la préparation de sa défense.

31. Le Groupe de travail en conclut que les trois éléments susvisés sont, considérés ensemble, d'une gravité telle qu'ils confèrent un caractère arbitraire à la privation de liberté de ces cinq personnes.

32. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant : La privation de liberté de MM. Antonio Guerrero Rodríguez, Fernando González Lloret, Gerardo Hernández Nordelo, Ramón Labañino Salazar et René González Sehwerert est arbitraire, car elle est contraire à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et elle relève de la catégorie III des critères applicables à l'examen des cas soumis au Groupe de travail.

Le texte complet (93 pages) de la décision de la troïka peut être lu sur le site web de la Cour d'appel du 11e circuit : www.ca11.uscourts.gov/opinions/ops/200117176.pdf

On trouvera des informations sur le cas des Cinq (disponible aussi en anglais) à l'adresse : <http://www.antiterroristas.cu/>